

Revue du Ciddef, Centre de l'Association M'Barek Aït Menguellat
Agrément n°841 du 04/07/1990 délivré par la Wilaya de Tizi- Ouzou

N°4- Trimestre 1 - Janvier - Mars 2005

Edité par le
Centre d'Information et de Documentation
sur les Droits de l'Enfant et de la Femme
01, rue Lettelier, Sacré- Cœur- Alger- Algérie

Tél/Fax: (213) 21 74 34 47

email: contact@ciddef.com

Site: www.ciddef.com

Création Graphique
Nasser Benhebouche

Impression
Imprimerie El- Diwan

Flashage
Espace Numérique

Sommaire

■ Dossier

02

QUELS SONT LES EFFETS DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL SUR L'EMPLOI DES FEMMES EN ALGÉRIE?

ACTIVITÉ FÉMININE ET EMPLOI EN ALGÉRIE

LE DROIT À LA SANTÉ DES FEMMES; AU-DELÀ DE LA GROSSESSE ET DE LA REPRODUCTION

SPECTRES DE FEMMES

LE STATUT DE LA FEMME "MÂLE PENSÉ"

■ Point de vue

27

Droits professionnels et droits juridiques des femmes.

■ PORTRAITS

36

FARID BENYAA, Artiste Peintre RITUELS...

■ DESTINS DE FEMMES

43

Destin de Taous
Destin de Amel

■ EVÉNEMENT

28

Ordonnance n°05-02 du 18 moharram 1426 correspondant au 27 février 2005 modifiant et complétant la loi n°84-11 du 09 juin 1984 portant code de la famille.

Ordonnance n°05-01 du 18 moharram 1426 correspondant au 27 février 2005 modifiant et complétant l'ordonnance n°70-86 du 15 Décembre 1970 portant code de la Nationalité algérienne.

■ Détente

48

Mots croisés proverbes, Abonnement

L'éditorial



Ce 8 mars 2005 est tout à fait exceptionnel pour le mouvement féminin.

Il s'inscrit dans une série de réformes entamées par les pouvoirs publics. Le code de la famille, le code de la nationalité Algérienne ont connus des modifications appréciables.

Si par beaucoup d'aspects le code de la famille reste encore discriminatoire, il est intéressant de relever que les nouvelles dispositions concernant les relations entre époux sont rééquilibrées.

Nous citons à titre d'exemple l'abrogation du "devoir d'obéissance" et la "notion de chef de famille". Par ailleurs le droit au travail de la femme est renforcé par la possibilité de l'inclure dans le contrat de mariage.

Tout comme le code de la nationalité qui dorénavant permettra à l'enfant, et au conjoint étranger après trois années de mariage, d'être considérés comme Algériens.

Ces modifications sont bénéfiques certes, mais elles sont entâchées par le maintien ambigu de la tutelle matrimoniale qui empêche la femme algérienne d'être une citoyenne à part entière ■

Maître Nadia AÏT- ZAI
Directrice du CIDDEF